

Note de synthèse

Tunisie : profil macroéconomique et commercial

Opportunités et enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECA

Sherillyn Raga

Janvier 2022



Série de notes de synthèse de l'ODI-GIZ sur la ZLECA

Messages clés

- L'économie tunisienne s'est contractée de 8,6 % en 2020 dans le cadre de la pandémie de Covid-19. On s'attend à une croissance modeste de 3 % en 2021 et de 3,3 % en 2022, mais des risques pèsent sur la viabilité de la dette publique, la stabilité financière et la fragilité des contextes politiques.
- La Tunisie a été un importateur net avec un commerce total (c'est-à-dire les exportations + les importations) de biens et de services, le commerce total atteignant 104 % du PIB en moyenne par an de 2011 à 2019. Les principales exportations de la Tunisie sont constituées de machines et d'équipements, mais il est possible de soutenir davantage les exportations de dattes, de produits en plastique, de t-shirts, de pantalons et de chaussures, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale et/ou de l'efficacité tunisienne pour ces produits.
- En 2019, la part du commerce intra-africain de biens par rapport au commerce total de biens de la Tunisie était de 10,3 %. La balance commerciale des biens de la Tunisie avec l'Afrique est passée en déficit en 2018 et 2019 en raison de l'augmentation des prix du gaz de pétrole et du pétrole importés. Les coûts des échanges avec la plupart des pays africains sont plus élevés que ceux des pays extérieurs au continent (par exemple, la France, l'Italie, l'Allemagne).
- Depuis 2016, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'industrie ont dépassé ceux du secteur de l'énergie. Entre 2016 et 2017, le taux de rendement moyen des IDE entrants en Tunisie (2,6 %) était inférieur à la moyenne du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) (7,4 %). Le développement du secteur privé est entravé par le manque de concurrence, la complexité des réglementations, l'inadéquation des compétences et la faible participation des femmes.

- La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) générerait probablement une plus forte croissance des exportations intra-africaines pour la Tunisie que pour les autres pays africains, mais il existe peu d'informations sur la mise en œuvre de la ZLECA par la Tunisie. La Tunisie pourrait bénéficier de l'élaboration d'une stratégie nationale et de la réalisation d'une analyse des écarts sur les conflits potentiels entre les engagements de la ZLECA et les lois et réglementations nationales.

Remerciements

L'auteur tient à remercier Maximiliano Mendez-Parra, Dirk Willem te Velde et Lotfi Hamza pour leurs commentaires sur les versions précédentes du rapport, ainsi que Jose Guzman pour ses contributions. L'auteur est reconnaissant pour le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement allemand. Les opinions présentées dans cette publication sont celles de l'auteur/des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la GIZ, du gouvernement allemand ou de l'ODI. Les commentaires sont les bienvenus à l'adresse s.raga@odi.org.uk.

À propos de cette publication

Ce document vise à informer les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé et les experts non ZLECA, sur la situation économique actuelle de la Tunisie et la mise en œuvre de la ZLECA. Le document est structuré comme suit. La section 1 traite du développement socio-économique récent de la Tunisie, suivi du paysage commercial et de l'environnement d'affaires du pays (section 2). La section 3 présente la performance du commerce intra-africain de la Tunisie et le statut de la mise en œuvre de la ZLECA. La dernière section résume l'analyse du document par une présentation SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces).

Ce document fait partie de la série de notes de synthèse de l'ODI-GIZ dans le cadre d'un projet plus vaste intitulé : « Programme de soutien de la GIZ à la ZLECA ». Ce programme soutient les partenaires de la GIZ aux niveaux continental (Commission de l'UA, Secrétariat de la ZLECA), régional (actuellement la Communauté est-africaine, CEA, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, le projet de Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC) et national dans les négociations et la mise en œuvre de la ZLECA.

Avertissement: Le contenu de cette publication a été produit rapidement afin de fournir des idées et des analyses préliminaires sur un thème donné. Il a été relu et édité, mais les processus rigoureux habituels n'ont pas nécessairement été appliqués.

À propos de l'auteur

Sherilyn Raga est chargée de recherche à l'ODI.

1 Développements socio-économiques récents

Une décennie après la révolution tunisienne, le pays reste confronté à un environnement politique fragile et doit encore récolter les fruits économiques des efforts de transition démocratique. L'économie tunisienne a connu une croissance de 2 % en moyenne par an de 2012 à 2019, inférieure à la croissance annuelle moyenne de 4 % au cours de la décennie précédant la révolution de 2011¹ (FMI, 2021b). L'économie tunisienne a été dominée par le secteur des services, représentant environ 63 % du produit intérieur brut (PIB) en moyenne de 2011 à 2019, suivi par l'industrie manufacturière (16,3 %), l'agriculture (10,2 %), l'exploitation minière et les services publics (5,9 %) et la construction (4,6 %).² La part du secteur minier et des services publics dans le PIB a chuté à 6 % après la révolution, contre 10 % auparavant.³ Le chômage est resté élevé au cours de la dernière décennie, à 16 %, avec un impact disproportionné sur les femmes (23 %) et les jeunes (37 %) (OIT, 2021), ce qui contribue à la persistance des tensions sociales.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a mis à mal le contexte économique et socio-politique déjà fragile de la Tunisie. Le PIB s'est contracté de 8,6 % (FMI, 2021a), car la pandémie a eu des répercussions négatives sur le tourisme, le transport et l'industrie textile et des câbles automobiles orientée vers l'exportation (FMI, 2021b). Alors que la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté à moins de 1,9 dollar par jour est restée inférieure à 1 % (tableau 1), la part de la population « vulnérable » vivant avec moins de 5,5 dollars par jour est passée de 16,7 % à 20,1 %, soit environ 2,4 millions de personnes en 2020 (Banque mondiale, 2021). En réponse, le gouvernement a déployé des mesures budgétaires représentant 3,5 % du PIB à partir de septembre 2021, ce qui est inférieur aux mesures prises par les pays à faible revenu (4 %), les marchés émergents (5 %) et les économies avancées (23 %) (FMI, 2021c). La baisse des recettes publiques combinée à l'augmentation des dépenses publiques dans un contexte de Covid-19 a creusé le déficit public de la Tunisie, poussant la dette publique à 89,7 % du PIB en 2020 (FMI, 2021a).

La Banque centrale de Tunisie (BCT, 2021) prévoit un rebond de la croissance de 3,9 % en 2021, à la faveur d'une reprise dans tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture qui a souffert de conditions climatiques défavorables. Le Fonds monétaire international (FMI) (FMI, 2021b) prévoit une croissance plus modeste de 3 % en 2021 (tableau 2). Les derniers rapports du FMI (2021b) et de la Banque mondiale (2020) mettent en évidence une incertitude significative et des risques de baisse des perspectives de croissance de la Tunisie, en fonction de l'évolution de la pandémie de Covid-19, de la vitesse du programme de vaccination et de l'efficacité

¹ Calculs de l'auteur basés sur les données du FMI. (2021a).

² Calculs de l'auteur basés sur les données de l'UNDESA (2021).

des mesures budgétaires à un moment où la marge de manœuvre budgétaire est limitée. Fitch Ratings (2021) met également en évidence les risques politiques qui pourraient compliquer les efforts pour faire face aux pressions budgétaires. Sans la mise en œuvre de réformes visant à remédier aux faiblesses structurelles de la Tunisie, notamment les besoins de financement élevés, la dépendance à l'égard des financements extérieurs et la faible participation et concurrence du secteur privé, la Tunisie restera probablement dans une situation vulnérable dans les années à venir (FMI, 2021b).

Tableau 1 Données nationales et indicateurs sociaux de la Tunisie

Capitale : Tunis			
Superficie : 164,150 km ² , Afrique du Nord			
Langues : arabe, français			
Religion : Islam			
Monnaie ; Dinar tunisien (TD) ; 1 USD = 2,8 TD (moyenne de la période, 2020)			
	2000	2010	2020/Dernière année disponible
Population (millions)	9,7	10,6	11,8
Taux de dépendance (%) ¹	46,4	33,7	36,3
Espérance de vie (années)	73,2	75,0	76,9 ²
Nombre moyen d'années de scolarité	4,9	6,7	7,2 ³
RNB par habitant (en dollars constants PPA/2017)	7 019	9 631	10 297 ²
Taux de pauvreté (% de la population vivant avec moins de 1,9 \$ par jour, PPA 2011)	6	2	inférieur à 1
Taux de chômage (%)	14,9	13,1	16,7
Indice d'inégalité entre les sexes ⁴	0,412	0,286	0,296 ²
Indice de développement humain ⁵	0,651	0,716	0,740 ²

Notes : 1 taux de dépendance des jeunes (0-14 ans) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans) ; 2 à partir de 2019 ; 3 à partir de 2019 ou dernière année disponible ; 4 score plus élevé = plus grande inégalité entre les sexes ; 5 score plus élevé = meilleur développement humain ; RNB = revenu national brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

Sources : BBC (2020) ; WDI (2021) ; Banque mondiale (2021) ; UNDP (2021).

Tableau 2 Performances et prévisions macroéconomiques et financières sélectionnées

	2019	2020	2021p	2022p	2023p
PIB réel (croissance en %)	1,0	-8,6	3,0	3,3	2,5
Prix à la consommation (moyenne de la période, croissance en %)	6,7	5,6	5,7	6,5	5,5
Investissement total (% du PIB)	17,8	10,8	13,1	16,0	16,9
Recettes publiques et subventions, (% du PIB)	27,7	27,6	28,1	28,0	28,4
Dépenses publiques, (% du PIB)	31,6	37,4	36,4	35,7	35,5
Solde budgétaire global (subventions comprises) (% du PIB)	-3,9	-9,8	-8,3	-7,6	-7,2
Solde budgétaire primaire (subventions comprises) (% du PIB)	-1,1	-6,4	-5,0	-4,0	-3,1
Dette publique, garanties comprises (% du PIB)	74,2	89,7	90,2	92,7	95,2
Crédit au secteur non gouvernemental (croissance en %)	1,5	4.9e	4,9	5,5	5,7
Solde du compte courant (% du PIB)	-8,4	-6,8	-7,3	-8,4	-8,0
Envois de fonds ¹ (% du PIB)	5,2	5.7p	5,4	5,2	5,2
Réserves internationales brutes (mois d'importations potentielles)	4,3	4,1p	3,7	3,2	2,8

Notes : « p » indique une prévision, « e » indique une estimation.

Sources : données basées sur celles du FMI (2021a), sauf pour le crédit au secteur privé et les réserves (basées sur celles du FMI, 2021b) ; les envois de fonds sont des calculs des auteurs basés sur les données du FMI (2021a ; 2021b).

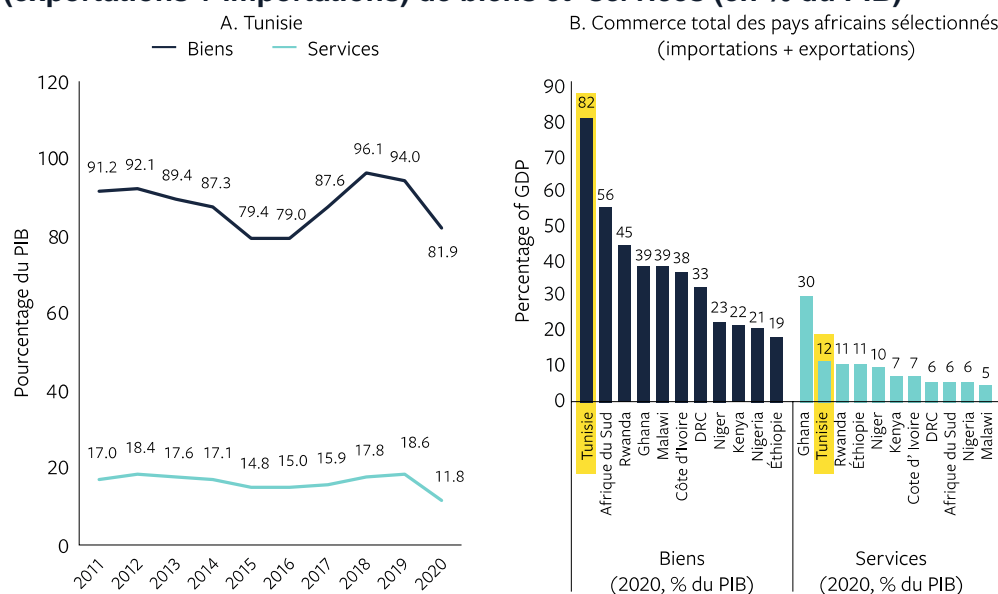
2 Paysage commercial et environnement d'affaires

2.1 Paysage commercial

Le commerce a joué un rôle important dans l'économie de la Tunisie. En moyenne, de 2011 à 2019, le commerce total (c'est-à-dire les exportations + les importations) de biens et de services était équivalent à 104 % du PIB (figure 1). La Tunisie a été un importateur net de biens et de services au cours de la dernière décennie, atteignant 24,6 milliards de dollars d'importations et 19,1 milliards de dollars d'exportations en 2019.³ Comme les exportations et les importations ont diminué du même ordre de grandeur (15 %) pendant la pandémie, le déficit des échanges de biens et de services est passé de 5,5 milliards de dollars (14,2 % du PIB) à 4,6 milliards de dollars (11,8 % du PIB) en 2020.

La Tunisie a un ensemble diversifié d'exportations, principalement des produits différents sous les catégories principales de machines et d'équipements électriques (26,9 %), de vêtements (15,5 %), de combustibles minéraux et de produits pétroliers (6 %), et d'huiles et de graisses animales ou végétales (4,9 %), de 2015 à 2019.⁴ Par ailleurs, les principales importations de la Tunisie sont les combustibles minéraux et les produits pétroliers (14 %), les machines et équipements électriques

Figure 1 Commerce total de la Tunisie et de certains pays africains (exportations + importations) de biens et services (en % du PIB)



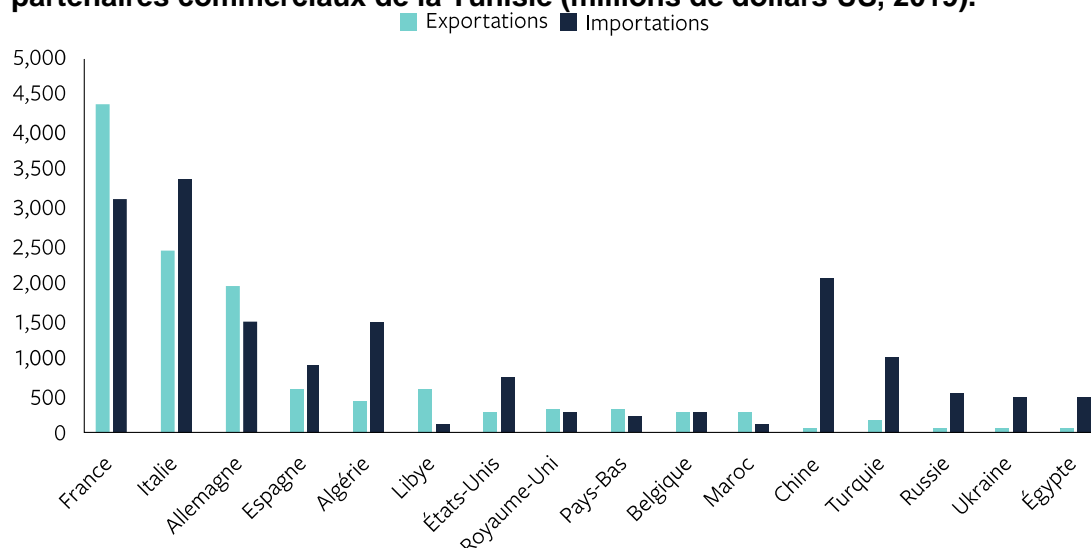
Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

³ Calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED.

⁴ Calculs des auteurs basés sur les données WITS (catégorie de produits à 2 chiffres).

(13,9 %), les réacteurs nucléaires, les chaudières, les machines et appareils mécaniques et leurs pièces (9,5 %), les véhicules autres que les chemins de fer ou les tramways (7,1 %) et les plastiques (5,9 %).⁵ La France, l'Italie et l'Allemagne sont les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie, tant pour les exportations que pour les importations (figure 2).

Figure 2 Exportations et importations de biens avec les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie (millions de dollars US, 2019).



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

Nous avons étudié l'efficacité (en termes d'avantage comparatif révélé, ACR) et la demande mondiale (de tous les pays) pour les 30 principaux produits exportés par la Tunisie, représentant près de la moitié des exportations totales de la Tunisie au cours des cinq dernières années (2015 à 2019). Les produits tunisiens qui peuvent être soutenus par la promotion ou l'intervention à l'exportation pour accroître la compétitivité sont mentionnés dans le tableau 3.

Tableau 3 Produits d'exportation pour la promotion et l'intervention ciblée

	Augmentation de l'ACR (par exemple, pour la promotion, la facilitation des exportations)	Diminution de l'ACR (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)
Augmentation de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts en coton, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie • Conducteurs électriques isolés non munis de connecteurs • Jeux de câblage d'allumage pour véhicules, avions ou navires • Pièces d'avions ou d'hélicoptères • Circuits électriques • Dattes • Articles en plastique • Volants, colonnes de direction et boîtiers de direction • Acide phosphorique, acides polyphosphoriques • Machines pour la réception, la conversion, la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données • Moteurs électriques monophasés à courant alternatif • Compteurs d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Conducteurs électriques isolés munis de connecteurs. • Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes • Huiles de pétrole et de minéraux bitumineux, non brutes, non usées ; huiles et préparations non légères • T-shirts, maillots de corps et autres gilets de corps, en coton, autres qu'en bonneterie • Tableaux, panneaux, consoles, pupitres et autres supports pour la commande ou la distribution de l'électricité • Semelles extérieures de chaussures en caoutchouc, en plastique ou en cuir reconstitué, dessus en cuir.

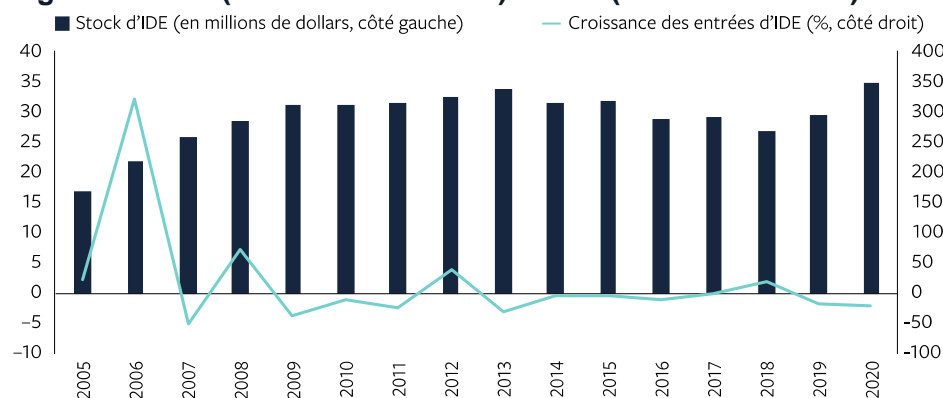
Augmentation de l'ACR (par exemple, pour la promotion, la facilitation des exportations)	Diminution de l'ACR (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)
<ul style="list-style-type: none"> • Pièces d'appareils électriques • Vêtements en feutre ou non tissés, autres qu'en bonneterie • Instruments et appareils médicaux, chirurgicaux ou dentaires 	
Diminution de la demande mondiale <ul style="list-style-type: none"> • Appareil de réception pour la télévision, non conçu pour incorporer un affichage ou un écran vidéo • Phosphate diammonique (engrais) 	<ul style="list-style-type: none"> • Huile d'olive vierge et ses fractions • Survêtements de sport (trainings) et autres vêtements de matières textiles, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie

Source : compilation de l'auteur basée sur les données de World Integrated Trade Solutions (WITS).

2.2 Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers la Tunisie ont quadruplé en 2006 à la suite de la privatisation de l'industrie des télécommunications, mais ont depuis connu plusieurs baisses (CNUCED, 2007) (figure 3). Les flux d'IDE ont diminué de 18,5 % pour atteindre 845 millions de dollars en 2019, sous l'effet de la forte contraction des investissements vers le secteur des services (CNUCED, 2020). Pendant la pandémie, on estime que les entrées d'IDE ont encore diminué de 22,8 % pour atteindre 652 millions de dollars (tableau 4). En 2020, le stock d'IDE atteindra 35 milliards de dollars (figure 3).

Figure 3 Stock (milliards de dollars) et flux (croissance en %) d'IDE



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

La plupart des entrées d'IDE étaient destinées aux secteurs de l'énergie et de l'industrie en Tunisie, avec un changement progressif des entrées plus élevées vers ce dernier au cours des dernières années (tableau 4). Les données désagrégées disponibles limitées sur le stock d'IDE indiquent qu'en 2018, le stock d'IDE (à l'exclusion des secteurs de l'énergie et de la finance) était destiné aux secteurs de la fabrication et des services (FIPA, 2019).

Tableau 4 Entrées d'IDE par secteur bénéficiaire

Secteur bénéficiaire	2015		2016		2017		2018		2019*		2020*	
	millions de dollars	part en %.	millions de dollars	part en %.	millions de dollars	part en %.	millions de dollars	part en %.	millions de dollars	part en %.	millions de dollars	part en %.
Énergie	495	49,3	371	41,9	335	38,0	344	33,2	310	36,7	221	33,8
Industrie	288	28,8	373	42,2	403	45,7	427	41,2	426	50,4	365	56,0
Services	215	21,4	131	14,8	133	15,1	237	22,8	103	12,2	60	9,2
Agriculture	5	0,5	10	1,2	11	1,2	29	2,8	6	0,7	6	1,0
Total	1 003		885		881		1 036		845		652	

Source : calculs de l'auteur basés sur les données relatives aux flux d'IDE de la FIPA (2019 ; 2021) et les données relatives au taux de change des WDI (2021). *Données provisoires de la FIPA.

En 2020, les cinq principales sources des entrées d'IDE non énergétiques (76 % du total) sont la France, l'Italie, le Luxembourg, l'Allemagne et le Royaume-Uni (UK) (FIPA, 2020). Les cinq premières sources de stock d'IDE non énergétiques (64 % du total) sont les EAU, la France, le Qatar, l'Italie et l'Allemagne (ibid.). Entre 2016 et 2017, le taux de rendement des IDE⁵ entrants de la Tunisie s'est établi en moyenne à 2,6 %, ce qui est inférieur à la moyenne des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui est de 7,4 %, et des pays de l'OCDE et du G20, qui est de 6,5 % (OCDE, 2020).

2.3 Environnement d'affaires

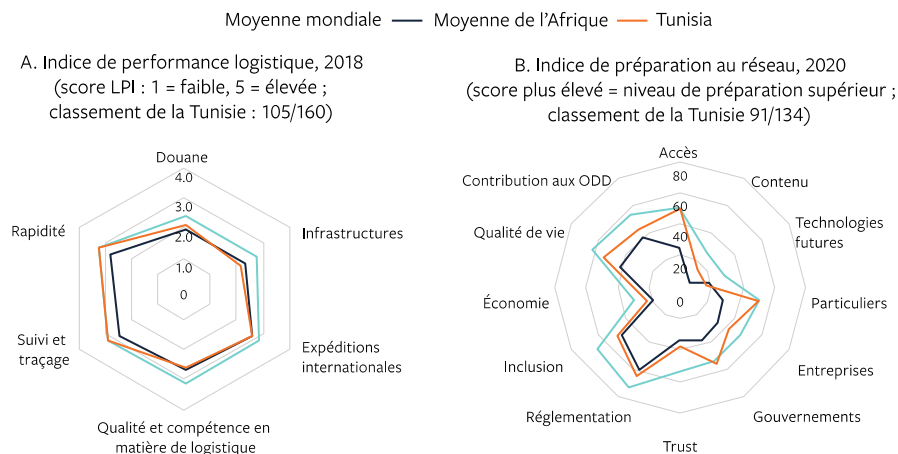
L'environnement d'affaires en Tunisie présente plusieurs atouts mais aussi des défis persistants. En termes de préparation au numérique, la Tunisie se situe dans la moyenne mondiale des performances en matière d'accès et d'utilisation de la technologie par les particuliers et le gouvernement (figure 4.B), comme le reflète en partie la part plus élevée de la population utilisant l'Internet (67 %), par rapport aux valeurs moyennes pour le monde (57 %), l'Afrique subsaharienne (20 %) et les pays à revenu intermédiaire (53 %). La Tunisie se classe également mieux que la plupart de ses voisins africains en termes d'écosystème d'innovation (71e/134e), grâce aux atouts du pays en termes de niveaux plus élevés de dépenses publiques dans l'éducation, de taux d'inscription dans l'enseignement supérieur et d'exportations créatives et sophistiquées (OMPI, 2021). La Tunisie fournit également un cadre juridique pour améliorer l'écosystème des start-ups, en facilitant les processus permettant aux entrepreneurs de lancer, de gérer et de liquider des entreprises (Wood, 2019).

Toutefois, la Tunisie obtient des résultats médiocres, par rapport à ses homologues africains, en moyenne en termes d'infrastructure de logistique commerciale, et de qualité et de compétence en matière d'expéditions internationales et de logistique (figure 4A). Cela résonne avec le rapport de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) soulignant comment les infrastructures portuaires tunisiennes n'ont pas été en mesure de se moderniser pour suivre l'augmentation du trafic de marchandises et les nouvelles tendances du transport maritime au cours des deux dernières décennies, créant un goulot d'étranglement

⁵ L'OCDE (2020) a calculé les taux de rendement des IDE entrants comme un ratio entre le revenu des IDE sur les capitaux propres et le stock total d'IDE entrants. Le taux de rendement moyen des IDE entrants dans la région MENA est basé sur huit pays (Algérie, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Jordanie, Koweït, Maroc et Tunisie) pour 2016-2018 lorsque 2018 est disponible, ou 2016-2017 dans le cas contraire.

pour la participation des entreprises locales aux chaînes de valeur mondiales (Morsy et al., 2018).

Figure 4 Logistique commerciale et préparation au numérique



Sources : les données de la figure 4A sont basées sur la base de données de la Banque mondiale ; la figure 4B est basée sur les données du NRI sur le site networkreadiness.org par l'Institut Portulans. Les scores agrégés (monde et pays africains) sont basés sur une moyenne simple.

Les principaux obstacles dans l'environnement d'affaires et d'investissement en Tunisie sont mis en évidence par la BERD (Morsy et al., 2018) et l'OCDE (2018) :

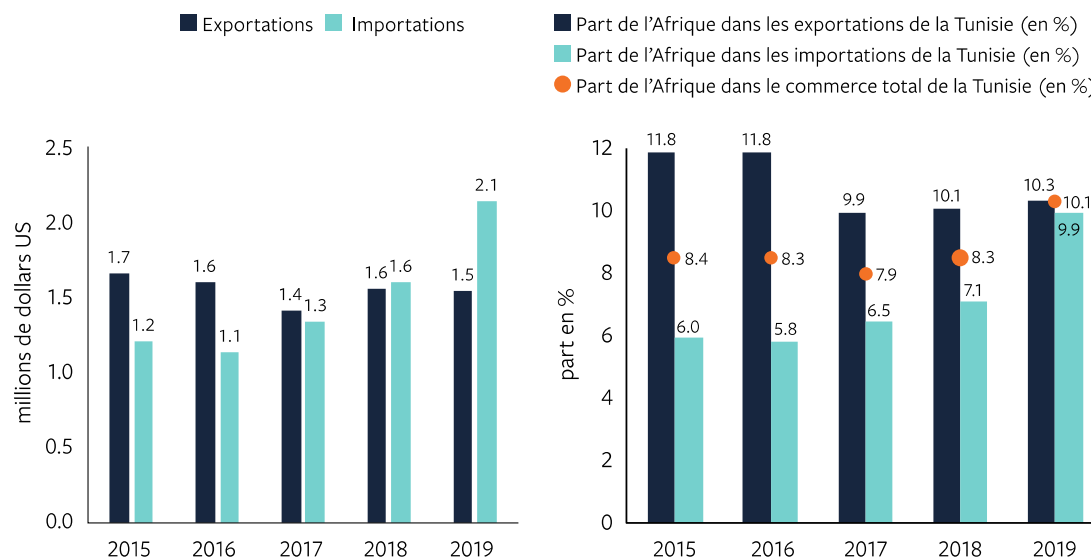
- des réglementations excessives sur les marchés de produits et des procédures administratives complexes, qui peuvent encourager la corruption, une fiscalité imprévisible, des problèmes croissants en matière de douane et d'expédition des marchandises
- une concurrence nationale limitée, résultant de la domination des entreprises d'État, d'un contrôle des prix omniprésent et de restrictions des IDE (entre autres)
- la faible participation des femmes à la population active
- l'inadéquation des compétences en raison des lacunes dans la qualité de l'enseignement public, de la rigidité des voies d'accès à la formation professionnelle et de la formation professionnelle à l'emploi, de la rigidité des salaires, de l'informalité, de la discrimination et du manque de compétences des diplômés universitaires
- un système financier dominé par les banques publiques, avec des prêts non productifs en augmentation, qui ne favorise pas les start-ups et les entreprises en croissance (par exemple, plafonnement des taux d'intérêt débiteurs)
- une absence de politique cohérente pour intégrer la Tunisie dans l'économie mondiale (par exemple, logistique, libéralisation).

3 Performance du commerce intra-africain et ZLECA

3.1 Contexte : commerce de biens de la Tunisie avec l'Afrique

La Tunisie a enregistré un excédent commercial de marchandises avec les pays africains de 2015 à 2017, mais est ensuite devenue un importateur net de biens en provenance du continent au cours des deux années suivantes.⁶ En 2019, la valeur des importations et des exportations de biens a atteint 2,1 milliards de dollars et 1,5 milliard de dollars, respectivement. L'augmentation récente des importations en provenance du continent est due à la croissance des importations de gaz de pétrole provenant principalement d'Algérie.⁷ Le commerce intra-africain de biens (importations + exportations) représentait 10,1 % du commerce total de la Tunisie en 2019 (figure 5).

Figure 5 Commerce intra-africain* de biens de la Tunisie, 2015-2019



Note : pour des raisons de cohérence, « intra-africain » dans cette figure fait référence au commerce de la Tunisie avec 29 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens de 2015 à 2019.

Source : calculs de l'auteur basés sur les données de WITS.

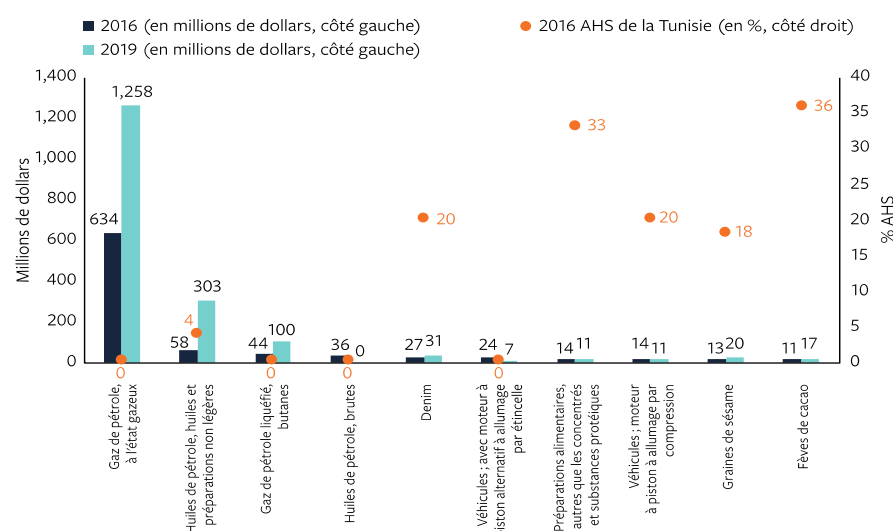
⁶ Pour des raisons de cohérence, « intra-africain » dans cette figure fait référence au commerce de la Tunisie avec 29 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens de 2015 à 2019.

⁷ Calculs des auteurs basés sur les données WITS (catégories de produits à 4 chiffres). Le gaz de pétrole importé d'Algérie est passé de 822 millions de dollars à 1,3 milliard de dollars en 2019.

La Tunisie exporte divers produits vers les pays africains. De 2015 à 2019, les principales exportations sont les dattes (4 %), les serviettes hygiéniques (3,8 %), le ciment Portland (2,4 %), les pièces de machines de forage ou de fonçage (2 %) et les structures et pièces en fer ou en acier (1,9 %). Les trois quarts des exportations de la Tunisie vers le continent étaient destinées à l'Algérie, à la Libye et au Maroc. Environ 60 % des importations tunisiennes en provenance d'Afrique étaient constituées de gaz de pétrole, provenant presque entièrement d'Algérie.⁸ Les autres principales importations ont été l'huile de pétrole, le denim et les préparations alimentaires.

Les dernières données tarifaires en date de 2016 indiquent que la Tunisie a commercé selon les taux de la nation la plus favorisée (NPF) et n'étend aucun taux préférentiel pour les pays africains. Ainsi, les taux NPF de la Tunisie sont également ses taux NPF appliqués (AHS⁹). La AHS pondérée par les échanges sur ses principales importations en provenance d'Afrique allait de zéro pour le gaz de pétrole à 36 % pour les fèves de cacao (figure 6). Des tarifs préférentiels pourraient être appliqués à l'avenir, lorsque la Tunisie fera partie de la zone de libre-échange (ZLE) du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)¹⁰ et la ZLECA. Dans le cadre de la ZLECA, les tarifs seront progressivement libéralisés par étapes, à l'exception des produits « sensibles » et des « listes d'exclusion ». Les tarifs seront libéralisés (jusqu'à zéro) pour 90 % des lignes tarifaires sur une période de dix ans pour les pays les moins avancés (PMA) et de cinq ans pour les non PMA (Secrétariat de la ZLECA, 2021). Les produits sensibles ne doivent pas dépasser 7 % du total des lignes tarifaires, tandis que la liste d'exclusion ne doit pas dépasser 3 % du total des lignes tarifaires, la valeur limite des importations intra-africaines ne devant pas dépasser 10 % (ibid.).

Figure 6 Taux tarifaires effectivement appliqués (AHS)* par la Tunisie sur les principaux produits importés d'Afrique



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de WITS.

Les mesures non tarifaires (MNT), tels que les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques, l'inspection avant expédition et le contrôle

⁸ Calculs des auteurs basés sur les données WITS (catégories de produits à 6 chiffres).

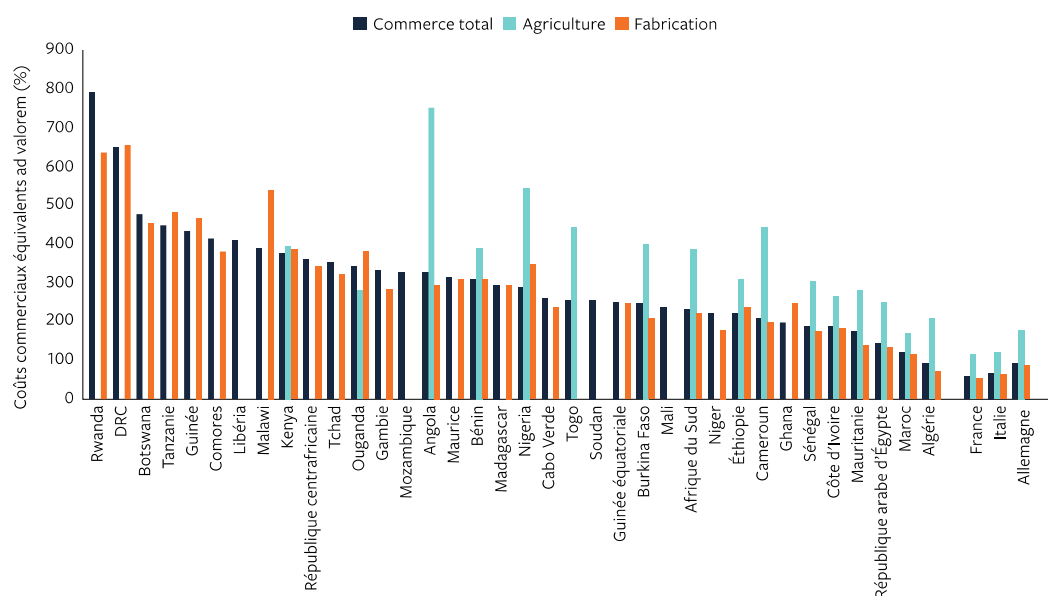
⁹ La AHS est définie par la base de données WITS comme étant les taux tarifaires préférentiels existants les plus bas ou les tarifs NPF appliqués.

¹⁰ La Tunisie a rejoint le COMESA en 2018, et a pu commercer dans le cadre de sa ZLE avec les 15 autres membres à partir de mars 2021 (Gakunga, 2021a).

des prix et de la qualité, dont le nombre varie de 60 à 768 par le Niger et Maurice, respectivement,¹¹ affectent également les importations de la Tunisie en provenance d'Afrique. La Tunisie elle-même a mis en place 392 MNT.¹² Cependant, le nombre de MNT n'indique pas l'ampleur de la restriction des échanges. La figure 7 montre plutôt les coûts commerciaux équivalents¹² ad valorem qui intègrent non seulement les coûts de transport et les tarifs, mais aussi les coûts associés aux différences de langues, de monnaies et de procédures lourdes d'importation ou d'exportation.¹³

Sur la base de cette mesure, le commerce entre la Tunisie et le Rwanda, par exemple, implique des coûts supplémentaires s'élevant à environ 790 % de la valeur des biens, par rapport à la situation lorsque ces deux pays échangent des biens à l'intérieur de leurs frontières. En d'autres termes, le commerce avec le Rwanda est environ huit fois plus cher que le commerce à l'intérieur des frontières du Rwanda (et vice versa).¹⁴ La figure 7 suggère également qu'à l'exception de quelques pays d'Afrique du Nord, les coûts des échanges bilatéraux de la Tunisie sont plus élevés dans la plupart des pays africains qu'avec ceux situés en dehors du continent (par exemple, la France, l'Italie et l'Allemagne), notamment pour les produits non agricoles.

Figure 7 Coûts commerciaux bilatéraux ad valorem entre la Tunisie et ses partenaires respectifs (% , moyenne 2013-2017)



Note : certains pays ne disposent pas d'informations désagrégées par secteur.

Source : Base de données de la Banque mondiale.

¹¹ Calculs des auteurs basés sur la base de données du TRAINS consultée en septembre 2021.

¹² En proportion de la valeur estimée des biens.

¹³ Il convient de noter que cette mesure est une moyenne pour tous les biens échangés, dont certains peuvent ne pas être échangés (ou très peu) dans la pratique en raison de coûts commerciaux prohibitifs. Cette mesure, élaborée par la CESAP-Banque mondiale (2017), comprend tous les coûts liés au commerce international de biens avec un autre partenaire (c'est-à-dire de manière bilatérale) par rapport à ceux liés au commerce de biens au niveau national.

¹⁴ Voir Arvis et al. (2012) pour une discussion complète de la méthodologie.

3.2 Statut de la mise en œuvre de la ZLECA par la Tunisie

Le gouvernement tunisien a signé la ZLECA le 21 mars 2018 et a ratifié l'accord le 22 juillet 2020 (RTAA, 2021). Fin novembre 2020, la Tunisie a déposé son instrument de ratification auprès de la Commission de l'Union africaine (UA) (CEA, 2020 ; RTAA, 2021). Au 4 octobre 2021, 41 pays se sont conformés à leurs exigences nationales pour la ratification de la ZLECA, dont 38 ont déposé leurs instruments de ratification à la Commission de l'UA (Tralac, 2021). En mars 2021, la ZLECA a obtenu 90 % des offres tarifaires et 34 % des offres de services (UA, 2021). Les pays qui ratifient l'accord peuvent commercer entre eux sur la base de leurs concessions tarifaires et de leurs règles d'origine. Un certain nombre d'activités préparatoires et de sensibilisation ont été menées au niveau national et régional, mais en janvier 2022, il y a peu d'informations sur la mise en œuvre par la Tunisie de son engagement dans le cadre de la ZLECA.

Une simulation de la Banque mondiale (2020) suggère que la part du commerce continental augmentera dans le cadre du scénario ZLECA d'ici 2035 par rapport au scénario de base (tableau 5). La simulation suggère que la Tunisie, le Cameroun, l'Égypte, le Ghana et le Maroc devraient bénéficier de la croissance la plus rapide des exportations intra-africaines, avec des exportations doublant ou triplant par rapport au scénario de base.

Tableau 5 Exportations et importations dans les scénarios de base et ZLECA, pays africains sélectionnés

	Part des exportations intra-africaines dans les exportations totales (%)			Part des exportations intra-africaines dans les importations totales (%)		
	Valeur de base		ZLECA	Valeur de base		ZLECA
	2020	2035	2035	2020	2035	2035
Total (Afrique)	12	15	21	12	18	25
Cameroun	11	14	19	14	20	35
Égypte	8	10	22	3	6	14
Ghana	9	10	16	17	28	40
Maroc	7	9	26	6	9	12
Tunisie	11	13	19	7	11	16

Source : Banque mondiale (2020).

Au niveau régional, le COMESA (dont la Tunisie est membre) a établi un cadre de partenariat avec le secrétariat de la ZLECA en avril 2021 pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECA (Gakunga, 2021b). Le COMESA a appelé à la coopération pour piloter un système panafricain de paiement et de compensation, et à des partenariats institutionnels couvrant les banques de développement, les agences d'assurance, les commissions de la concurrence et les conseils d'entreprises (ibid.). Le COMESA, la Communauté est-africaine et la SADC mènent actuellement des négociations en vue de la réalisation d'un ALE tripartite (COMESA, 2020).

Au niveau national, la Tunisie a pris des mesures pour préparer son économie à la ZLECA. Il s'agit notamment du forum de niveau national qui s'est tenu en juillet 2019 pour sensibiliser davantage les représentants des agences gouvernementales et du Parlement, du secteur privé et de la société civile à la ZLECA (CEA, 2019). Le forum a identifié les secteurs tunisiens suivants comme susceptibles de bénéficier de la ZLECA : les secteurs pharmaceutique, agroalimentaire et des matériaux de construction, ainsi que les secteurs des services (notamment l'ingénierie et les services médicaux).

Le Ministère tunisien du commerce et du développement des exportations, le Centre de promotion des exportations et la GIZ ont collaboré à plusieurs projets visant à stimuler le commerce bilatéral et régional de la Tunisie, notamment :

- la promotion d'activités d'exportation créatrices d'emplois vers de nouveaux marchés d'Afrique subsaharienne, 2017-2023
- soutenir la ZLECA aux niveaux continental, régional et des pays membres (y compris la Tunisie), 2020--2023
- le lancement d'un site web d'information centralisé (www.africatradeagreements.tn/en) sur les accords commerciaux avec l'Afrique pour toutes les parties prenantes tunisiennes en octobre 2020.

Les prochaines phases des négociations de la ZLECA porteront sur l'investissement, la concurrence, la propriété intellectuelle et le commerce électronique. Par rapport aux autres pays africains dépourvus de législation dans ces domaines (Dawar et Lipimile, 2020), la Tunisie a mis en place une nouvelle loi sur la concurrence en 2015, et une loi sur l'investissement en 2016. Ces lois sont évaluées par la BERD comme n'étant pas à la hauteur des meilleures pratiques internationales (Morsy et al., 2018). L'OMC (2016) indique également que le droit de la concurrence exclut encore de nombreux biens et services du régime de liberté des prix, car ils sont considérés comme des biens « essentiels » subventionnés par l'État. Ces biens comprennent le pain et d'autres produits alimentaires, certaines

voitures et les biens et services fournis par les monopoles d'État (eau, électricité, gaz, services postaux, services portuaires et aéroportuaires) (ibid.).

Pour permettre une mise en œuvre sans heurts de la ZLECA, la Tunisie aurait intérêt à élaborer une stratégie nationale pour la ZLECA et à entreprendre une analyse des écarts comparant les engagements aux dispositions de la ZLECA et à la législation et aux réglementations nationales.

4 Opportunités et défis pour le commerce et l'investissement en Tunisie

Sur la base de l'analyse de la performance macroéconomique de la Tunisie, du paysage du commerce et de l'investissement et de la mise en œuvre de la ZLECA dans les sections précédentes, les points suivants sont des considérations SWOT pour les perspectives de commerce et d'investissement de la Tunisie.

Forces	<ul style="list-style-type: none"> • La part de la population instruite et compétente en matière de technologies numériques est relativement plus élevée que dans de nombreux pays africains. • A des exportations diversifiées et sophistiquées (par exemple, machines et équipements électriques, vêtements et habillement). • Des performances supérieures à la moyenne africaine en termes d'écosystèmes favorables à l'innovation, aux start-ups et à l'économie numérique. • Possède des législations existantes sur la concurrence et l'investissement qui sont pertinentes pour la prochaine phase des négociations de la ZLECA.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Des performances relativement moins bonnes en termes d'infrastructures, de qualité et de compétence en matière de logistique commerciale par rapport à la moyenne des pays africains. • Des réglementations excessives sur les marchés de produits et des procédures administratives complexes pour le secteur privé. • Une concurrence nationale limitée, résultant de la domination des entreprises d'État, d'un contrôle des prix omniprésent et de restrictions des IDE, entre autres. • Une inadéquation des compétences entre la formation et le marché du travail. • Une faible participation des femmes à la population active. • Une absence de politique cohérente pour intégrer la Tunisie dans l'économie mondiale. • Un taux de rendement des IDE relativement plus faible en Tunisie par rapport aux autres pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe • Adhésion à des ALE multilatéraux en Afrique et ailleurs. • Devrait bénéficier d'une augmentation des exportations intra-africaines dans le cadre du scénario ZLECA. Pour commencer à réaliser les bénéfices, la Tunisie devrait élaborer une stratégie nationale et réaliser une analyse des écarts sur les conflits potentiels entre les engagements de la ZLECA et les lois et réglementations nationales. • Le protocole ZLECA sur le commerce numérique pourrait constituer une opportunité majeure pour la Tunisie, étant donné la préparation numérique croissante du pays. • Intervention pour stimuler davantage les exportations sur les principaux produits d'exportation tunisiens suivants, dont la demande mondiale est en augmentation : pièces et équipements électriques ; pièces de véhicules, avions et hélicoptères ; instruments et appareils médicaux ; vêtements pour hommes ou garçonnets ; vêtements en feutre ou tissés ; t-shirts, maillots et autres gilets ; chaussures ; huiles de pétrole.

Menaces (risques)	<ul style="list-style-type: none">• Une faible demande en cas de pandémie prolongée ou de nouvelles vagues de Covid-19 et/ou un accès limité ou un déploiement restreint des vaccins contre la Covid-19.• Des contextes politiques fragiles et des tensions sociales.• Un risque modéré de surendettement public et d'augmentation des prêts non productifs.• Des chocs pétroliers qui augmenteraient la facture des importations et creuseraient le déficit commercial.• Les vulnérabilités du système financier dues aux banques publiques dominantes et à l'augmentation des prêts non productifs.• Des retards dans la mise en œuvre de la ZLECA ou une préférence accrue pour le commerce en dehors de l'Afrique en raison des coûts relativement plus élevés du commerce intra-africain et/ou des contraintes législatives nationales.
----------------------	---

Références

AfCFTA Secretariat (2021) 'Overview: the schedule of tariff concessions' (<https://afcfta.au.int/en/schedules-tariff-concessions>).

Arvis, J., Duval, Y., Shepherd, B. and Utoktham, C. (2012) *Trade costs in the developing world: 1995–2010*. ARTNeT Working Paper Series 121/December 2012. Asia-Pacific Research and Training Network on Trade (www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf).

AU – African Union (2021) 'The AfCFTA secretariat and UNDP sign a strategic partnership agreement to promote trade in Africa' (<https://au.int/en/pressreleases/20210329/afcfta-and-undp-sign-strategic-partnership-agreement-promote-trade>).

BBC – British Broadcasting Corporation (2020) 'Tunisia country profile' (www.bbc.co.uk/news/world-africa-14107241).

CBT – Central Bank of Tunisia (2021) *Annual report 2020* (www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/RA_ang.pdf).

COMESA – Common Market for Eastern and Southern Africa (2020) *Annual report 2020* (www.comesa.int/wp-content/uploads/2021/10/COMESA-Annual-Report-2020-English.pdf).

Dawar, K. and Lipimile, G. (2020) 'Africa: harmonising competition policy under the AfCFTA' *Concurrences Review* 2. a93472 242-250. ISSN 1773-9578.

ESCAP–WB – United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific and World Bank (2017) *ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users* (www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf).

FIPA – Foreign Investment Promotion Agency (Tunisia) (2019) 'Foreign investment performance during the twelve months of 2018' (http://www.investintunisia.tn/En/foreign-investment-performance-during-the-twelve-months-of-2018_50_201_D319).

FIPA (2020) 'Investissements directs internationaux en Tunisie'. *Rapport annuel 2020*. FIPA.

FIPA (2021) 'Foreign investment performance in 2020' (http://www.investintunisia.tn/En/foreign-investment-performance-in-2020_50_201_D459).

Fitch Ratings (2021) 'Tunisia's political turmoil increases risks to IMF funding' Fitch Wire (www.fitchratings.com/research/sovereigns/tunisias-political-turmoil-increases-risks-to-imf-funding-26-07-2021).

Gakunga, M. (2021a) 'Tunisia ready to participate in the COMESA free trade regime' News. Common Market for Eastern and Southern Africa (www.comesa.int/tunisia-ready-to-participate-in-the-comesa-free-trade-regime/).

Gakunga, M. (2021b) 'AfCTA, COMESA to establish cooperation framework' Press release. Common Market for Eastern and Southern Africa (www.comesa.int/52391/).

ILO – International Labour Organization (2021) 'Free and open access labour statistics'. (<https://ilostat.ilo.org/data/>).

IMF – International Monetary Fund (2021a) 'World Economic Outlook October 2021'.

IMF (2021b) 'Tunisia 2021 Article IV Consultation – press release; staff report; and statement by the Executive Director for Tunisia'. IMF Country Report 21/44.

IMF (2021c) 'Fiscal monitor database of country fiscal measures in response to the COVID-19 pandemic'.

Morsy, H., Kamar, B. and Selim, R. (2018) 'Tunisia diagnostic paper: assessing progress and challenges in unlocking the private sector's potential and developing a sustainable market economy'. European Bank for Reconstruction and Development.

OECD – Organisation for Economic Co-operation and Development (2018) 'OECD economic surveys 2018: Tunisia' (www.oecd.org/economy/surveys/Tunisia-2018-OECD-economic-survey-overview.pdf).

OECD (2020) 'OECD review of foreign direct investment statistics: Tunisia' (www.oecd.org/investment/OECD-Review-of-Foreign-Direct-Investment-Statistics-Tunisia.pdf).

RTAA – Regional Trade Agreement with Africa (2021) 'AfCFTA' (www.africatradeagreements.tn/en/AfCFTA).

Tralac – Trade Law Centre (2021) 'Status of AfCFTA ratification' (www.tralac.org/resources/infographic/13795-status-of-afcfta-ratification.html#).

UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2007) *World investment report 2007. Transnational corporations, extractive industries and development* (https://unctad.org/system/files/official-document/wir2007_en.pdf).

UNCTAD (2020) *World investment report 2020. International production beyond the pandemic* (https://unctad.org/system/files/official-document/wir2020_en.pdf).

UNDESA – UN Department of Economic and Social Affairs (2021) 'National accounts – analysis of main aggregates (AMA)' (<https://unstats.un.org/unsd/snaama>).

UNDP – United Nations Development Programme (2021) 'Human development reports database' (<http://hdr.undp.org/en/countries/>).

UNECA – UN Economic Commission for Africa (2019) 'Tunisian companies prepare for the AfCFTA' (<https://archive.uneca.org/stories/tunisian-companies-prepare-afcfta>).

UNECA (2020) 'Tunisia and Lesotho join growing number of countries to ratify AfCFTA one month to start of trading' (www.uneca.org/stories/tunisia-and-lesotho-join-growing-number-countries-ratify-afcfta-one-month-start-trading).

WDI – World Development Indicators (2021) World Bank open data accessed October 2021 (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN>).

WIPO – World Intellectual Property Organization (2021) 'Global Innovation Index 2021: tracking innovation through the COVID-19 crisis' (www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_gii_2021.pdf).

Wood, J. (2019) 'In Tunisia, budding entrepreneurs can take a year off their job'. World Economic Forum.

World Bank (2020) 'The African Continental Free Trade Area: economic and distributional effects'. Washington DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf>).

World Bank (2021) 'The World Bank in Tunisia – overview (updated June 2021)'. Accessed October 2021 (www.worldbank.org/en/country/tunisia/overview#1).

World Trade Organization (2016) 'Trade policy review: Tunisia' (https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s341_e.pdf).